



CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL  
SYNDICAT GENERAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
MIDI-PYRENEES  
**SECTION du TARN-et-GARONNE**

Déclaration CDEN du 8 février 2022

Madame la Préfète, monsieur le Directeur, mesdames et messieurs les membres du CDEN  
Comme vous le savez, le début de l'année a été particulièrement chaotique pour l'ensemble des usagers de l'Éducation Nationale.

En déposant une alerte sociale au mois de décembre, le Sgen-CFDT alertait le ministre sur le fait que la colère montait et que le système était au bord de l'explosion.

Malheureusement, c'était sans compter, dès le 31 décembre, puis le 2 janvier, puis le 5, puis le 12, sur l'habileté ministérielle à mettre le feu aux poudres en annonçant dans la presse et du jour au lendemain la énième version du protocole, devenu cette fois-ci intenable.

Le très large appel à la grève du 13 janvier et le très fort soutien qu'il a reçu parmi les enseignants, les personnels de vie scolaire, de direction et d'inspection, et parmi les parents d'élèves également, démontre que le système est arrivé à son point de rupture. Ni les personnels, ni les parents ne croient plus au fonctionnement vertueux du service public de l'Éducation Nationale. Ce mouvement est sans aucun doute le révélateur d'une crise de confiance multidimensionnelle qui traduit un malaise réel et sérieux qui s'est aggravé avec la crise sanitaire. Jean Michel Blanquer, depuis 5 ans, n'a pas répondu à ce malaise grandissant, bien au contraire en utilisant la com' pour servir ses réformes en jouant l'opinion publique contre les enseignants et en s'asseyant joyeusement sur le dialogue social, il n'a fait qu'accroître le mal être de toute une profession.

Il aura fallu faire grève et perdre un jour de salaire pour que notre ministre daigne nous écouter un peu et mettre en place un semblant de dialogue social à moins de 80 jours des élections présidentielles. Les promesses faites à nos représentants nationaux, suite à la grève du 13 janvier par le Premier ministre et le ministre de l'Éducation Nationale constituent un début de réponse aux attentes qui sont nombreuses et ne concernent pas seulement les mesures sanitaires. Car la colère des enseignants, c'est également celle du rejet face au mépris du ministre de l'Éducation nationale, du rejet des réformes qui ne répondent pas à leurs attentes, de l'indignation face à une rémunération insuffisante, de la fatigue due à des conditions de travail toujours plus difficiles.

Les masques chirurgicaux et FFP2 arrivent dans les écoles. On ne peut s'empêcher, cependant, de se demander si on se moque de nous, lorsqu'on nous livre des masques FFP2 de chantier...

Le chaos dans les écoles a révélé au grand jour le manque de moyens humains et financiers. Aujourd'hui les écoles restent ouvertes mais ce sont des dizaines de classes qui ferment et des milliers d'élèves renvoyés chez eux, faute de remplaçants.

L'annonce de la dotation nationale de 1 965 « moyens d'enseignement » pour une baisse prévisionnelle de 67 000 élèves pourrait satisfaire. Oui, le taux d'encadrement va augmenter, c'est vrai. Oui, ces « moyens d'enseignement » se traduiront bien par des ouvertures de classe, c'est indéniable. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que le tableau est moins idyllique.

Notre département ne reçoit aucun poste supplémentaire pour la rentrée suivante. Cela pourrait paraître logique puisque notre nombre d'élève diminuera. Mais avec une dotation nulle, comment répondre aux commandes ministérielles l'amélioration des décharges de direction, à la limitation des GS, CP et CE1 à 24, ainsi qu'à la finalisation des dédoublements en éducation prioritaire, et penser aux autres classes et aux autres postes comme les moyens de remplacement et le rased ? La réponse est simple, en fermant de nombreuses classes.

Les remplaçants, dont la pénurie de postes est actuellement criante, sont nécessaire pour pallier l'absence des enseignants et renforcer la formation continue.

Le Rased est pourtant indispensable, pour faire face à l'hétérogénéité croissante des classes, et répondre à l'enjeu de l'École inclusive. Il aidera à remédier au retard scolaire d'un nombre significatif d'élèves, dû à la crise sanitaire.

Ainsi, le taux d'encadrement de la classe n'est pas la seule condition à la réussite de tous les élèves.

L'école n'est pas une garderie. C'est un lieu de savoir, c'est un lieu d'apprentissage, c'est un lieu de scolarisation.

Je vous remercie pour votre écoute.